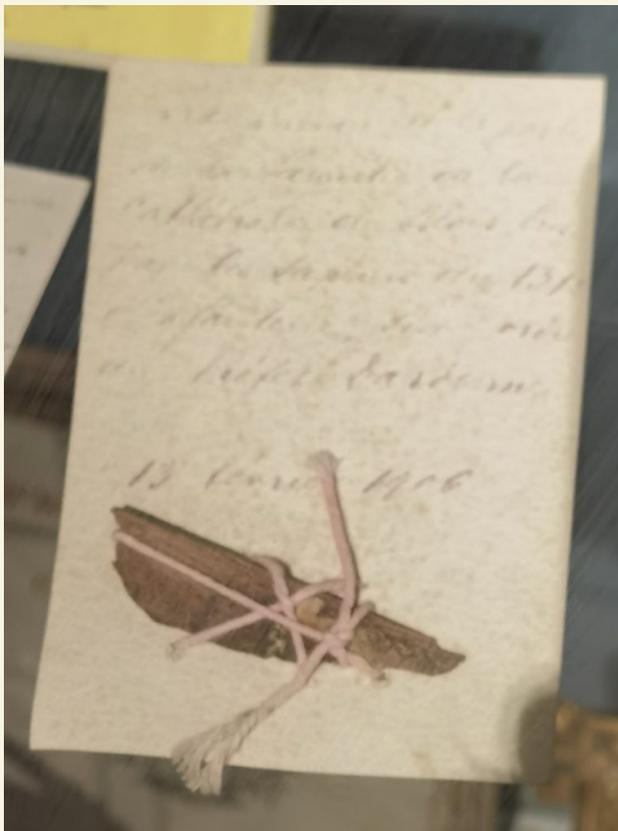




Séparation de l'Église et de l'État

Description

Au début du XX^e siècle, les relations de la France avec le Saint-Siège s'enveniment du fait de la politique anticléricale menée par Amélie Combes, Présidente du Conseil et de l'intransigeance du nouveau pape Pie X. Le 29 juillet 1904, le gouvernement décide de rompre les relations diplomatiques avec le Vatican. Dès lors, la voie est ouverte à la séparation des Églises et de l'État.



Fragment de porte de la sacristie

Les inventaires des biens des Églises de 1906 ont été rédigés en application de la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905. Les Archives départementales conservent les inventaires.

L'accès aux édifices religieux pour réaliser ces inventaires n'a pas été facilité par le clergé qui a vu de la part de l'État un début de spoliation des biens de l'Église. En témoigne ce fragment de la porte de sacristie de la cathédrale de Blois qui a été forcée par les représentants de l'État, et qui est soigneusement conservée au Musée avec un texte explicatif marquant la date de l'intrusion.

On trouve également au musée un procès verbal du Commissaire de police de Blois envers le curé ayant officié à l'Église Saint Vincent le 16 décembre 1906 sans en avoir fait la déclaration. L'obligation de déclaration se heurtant, après l'entrée en vigueur de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, au refus de l'Église catholique d'effectuer une formalité pourtant réduite à une déclaration annuelle, le gouvernement Clemenceau a fait supprimer cette obligation pour toutes les communes publiques, par la loi du 28 mars 1907.

SOUVENIR de la Persecution

qui a suivi la loi de Séparation du 11 Décembre 1905
appliquée par le ministre Poincaré - Briant
-- le 11 Décembre 1906 --

-- Blois 16 Décembre 1906

VILLE DE BLOIS (Loir-et-Cher)

Le Commissaire de Police soussigné a
l'honneur d'annoncer à Monsieur
l'abbé P... qui a pu célébrer ce
matin publiquement la messe à
l'église Saint-Vicent sans que la
déclaration préalable prescrite par la
loi du 30 Juin 1881 ait été faite, provi.
verbal a été dressé contre lui.



Blois, le 16 Décembre 1906
LE COMMISSAIRE DE POLICE

[Signature]

[En savoir +](#)

[Retour](#)

Categorie

1. En savoir +

date crÃ©e

7 octobre 2021

Auteur

admin6177

default watermark